

CENTRE TAKAMUL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES

---

Études soumises à l'évaluation du comité de lecture

# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

---

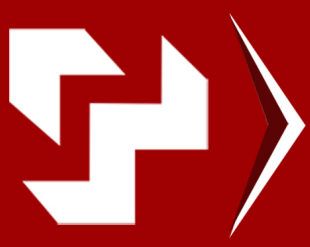
**Par Brahim Dinar**

*professeur d'économie à l'université Hassan 1er de Settat*

Tous droits  
réservés



جميع الحقوق  
محفوظة



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

## Introduction :

La crise actuelle semble être brutale et inattendue elle a semé panique psychologique, sociale, politique , économique et financière. Mais quoi qu'il en soit elle n'est pas la première. Ainsi, dans un article de 2012, Patrick Zylberman a cité les différentes épidémies qui ont frappé l'humanité dans le cycle de vie ainsi que la facture économique et humaine n'étaient pas comparable à celles de Covid19.

L'auteur nous rappelle que la grippe espagnole de 1918, aux impacts difficilement séparables de ceux de la Grande Guerre, aurait eu des répercussions économiques jusqu'en 1921 uniquement. La grippe « asiatique » de 1957-1958, pourtant responsable de 2 millions de morts environ, aurait entraîné une chute de seulement 3,5 points du produit intérieur brut (PIB) américain. En 2003, toujours selon l'historien, le coût global de l'épidémie de SRAS aurait atteint 100 milliards de dollars US, mais la reprise aurait été très rapide une fois la crise passée<sup>1</sup>.

Le monde post Corona va certainement connaître quoi qu'à des degrés divers des transformations et des mutations profondes qui vont toucher les économies, les systèmes politiques et sociaux, la géopolitique , les relations économiques internationales, les institutions, l'Etat et le marché. Les modes de régulation des crises vont également changer. Les impacts et les scénarii varient d'un pays à un autre en fonction de l'intensité du séisme pandémique son caractère cyclique (possibilité de retour) et des spécificités de chaque Etat nation en terme de gouvernance, d'institution et de ses potentiels scientifiques et techniques nationales .

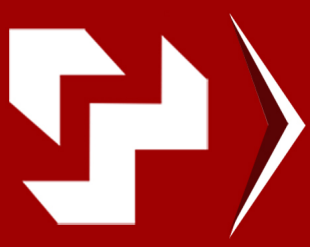
Notre papier va se limiter aux conséquences de Covid19 sur l'économie marocaine , et quelles sont les mesures prises pour endiguer les impacts de la pandémie et comment est ce que la crise de Covid19 pourrait –elle impacter l'architecture générale du nouveau modèle de développement .

### I. Une crise exceptionnelle

La crise actuelle est exceptionnelle en ce sens qu'elle est unique dans ses caractéristiques et qu'on est jamais habitué à ce type de crise. Les crises du capitalisme sont généralement liées explicitement aux structures et aux contradictions de ce système. Ce sont donc des crises

---

<sup>1</sup>Alain Caillé, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*. La Découverte/M.A.U.S.S., Paris, 2005, 307 p.



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

endogènes, inextricablement rattachées aux modes de fonctionnement du système et des rapports de productions qui en résultent.

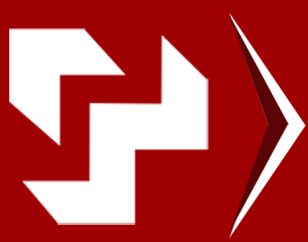
La crise semble être une crise distinguée et cela pour deux raisons dont l'une dépend de l'autre. Il s'agit du mode de régulation et de sa perception par la théorie économique. En effet, les crises habituelles du capitalisme sont généralement connues par leurs naturalités, historicités et événementialités et donc leurs modes de régulation peuvent secréter, un fil conducteur, un outil intellectuel pour leur description, leur analyse ainsi que leur critique, cela est d'autant plus simple que les déséquilibres proviennent ou bien du côté de la demande ou bien du côté de l'offre.

La crise d'aujourd'hui est une crise que se situe dans un contexte de mondialisation avancée où les interdépendances économiques se sont fortement exacerbées et les chaînes de valeurs encore davantage interconnectées. Les ouvertures tout azimut ont été à la fois excessives dans leurs ampleurs et très rapides dans leurs applications. Ceci a fait que la crise s'est propagée assez rapidement.

D'un point de vue théorique, il s'agit d'une crise où ont joué en même temps le choc de l'offre et le choc de la demande. Le choc d'offre a eu lieu en Chine (atelier du monde en matière d'approvisionnement) et une fois la crise s'est propagée aux États-Unis et en Europe on a assisté à un choc de la demande qui s'explique par les mesures drastiques du confinement. Cela risque de mettre l'économie mondiale dans une dépression profonde.

De point de vue théorique, il s'agit de préciser que le paradigme libéral dans son état actuel des choses est impuissant à gérer des crises pareilles. Ce sont dans les faits, les États qui se sont intervenus massivement pour remédier à la crise du Covid-19 ainsi que ses conséquences économiques et sociales. La main invisible est totalement paralysée !!

La théorie économique – et depuis les classiques – jusqu'à nos jours, a toujours vu dans la rationalité, la rareté et la valeur la triptyque noyau dur de l'économie politique, et que tout essai de théorisation en la matière ne doit pas leur tourner le dos. Les questions liées à la sécurité, à l'écologie, au terrorisme, aux catastrophes naturelles et aux épidémies ont toujours été considérées hors du champ de l'économie, de sorte que tout laisse à penser chez eux que les transactions se déroulent dans un espace de paix total, ce qui n'est pas du tout le cas.



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

Aujourd'hui les crises économiques contrairement à ce que laisse penser la théorie économique ne relèvent pas seulement de l'offre ou de la demande ou de la folie du marché ou des spéculateurs mais sont dû aux facteurs méta-économiques (catastrophes naturelles, terrorismes, épidémies, maladresse nucléaire).

Ces crises dont les coûts sont difficilement calculables ne peuvent être corrigées ou régulées par les boîtes à outils servies par la théorie économique standard. La communauté des scientifiques est restée insensible aux critiques réclamant de «repenser, modifier et critiquer le paradigme en vigueur»<sup>2</sup>.

Sachant que cet « ascendant conquis par la théorie économique n'a pas fait du monde un endroit agréable à vivre »<sup>3</sup>, On pourrait assister à la montée des revendications de la part des économistes professionnels demandant l'émancipation vis-à-vis des formes habituelles de penser l'économie. Echapper à la doctrine libérale qui a poussé ses ramifications dans tous les recoins de nos esprits n'est pas facile. Vaincre le paradigme dominant n'est pas toutefois une tâche aisée.

La théorie standard a résisté à de nombreuses attaques, non pas qu'elle fût suffisamment forte pour leur faire face, mais plutôt parce qu'elle était suffisamment forte pour les ignorer.<sup>4</sup>

Aujourd'hui, il est très difficile de deviner pour quand la reprise aurait lieu, quelles sont les modalités de sortie de crise, quelle boîte à outil permet-elle de relancer la machine économique ? comment vont se métamorphoser les pouvoirs relatifs des marchés et des Etats nations dans le nouveau économie monde ?

## II. Quel impact sur l'économie mondiale ?

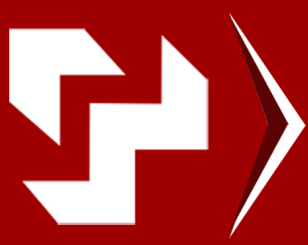
Alors que l'économie mondiale se dirige vers une récession de grande ampleur, ni les banques centrales ni les Etats ne sont jusqu'ici parvenus à enrayer la panique sur les marchés financiers. Selon l'OCDE, l'économie mondiale devrait croître de 2,4% en 2020 au lieu des 2,9% initialement prévus, tandis que la croissance européenne ralentit de 1,1% à 0,8%.

---

<sup>2</sup>Alain Caillé, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*. La Découverte/M.A.U.S.S., Paris, 2005, 307 p.

<sup>3</sup>Keen Steve, *l'imposture économique*, les éditions de l'atelier, 2014, p 24

<sup>4</sup>Kirman Alan, « the intrinsic limits of modern economy theory : the emperor has no clothes », *Economic journal*, vol.99, N°395, 1989, p.126-139



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

Les Bourses de Paris, de Londres et de Francfort ont clôturé, lundi 16 mars, en baisse de respectivement, 5,75 %, 4,71 % et 5,31 %, avant de légèrement repartir à la hausse, le jour après. A Wall Street, le Dow Jones s'est écroulé, lundi, de 13 %, sa pire journée depuis 1987. « L'ampleur du choc sur la croissance est en train de devenir exponentiel et les marchés se demandent avec raison ce que les politiques monétaires peuvent faire d'autre », écrit Jason Daw, économiste à la Société générale<sup>5</sup>.

### III. Impacts sur l'économie marocaine

Si le FMI table sur une baisse du PIB mondial de 3% en 2020, aujourd'hui on prévoit une contraction de 3,7% pour l'économie marocaine. Une baisse du PIB marocain qui s'explique notamment par la baisse de la demande étrangère, qui a fléchi de 3,5% au premier trimestre 2020 et des exportations, qui en valeur, chutent de 22,8%, selon les chiffres du HCP. Le Maroc s'en sort toutefois mieux que ses voisins du Maghreb. Le FMI envisage notamment une chute du PIB bien plus conséquente en Algérie, avec une contraction de 5,2% tandis que la Tunisie verra sa croissance baisser de 4,3% en 2020<sup>6</sup>.(6)

D'après le Haut-Commissariat au Plan (HCP), la croissance attendue est de 2 % cette année, soit beaucoup moins que les 3,5 % prévus. En cause : une forte sécheresse qui impacte durement le secteur de l'agriculture et les répercussions du coronavirus.

Cette baisse intervient alors que le royaume chérifien, parmi les économies les plus dynamiques d'Afrique – 4,4 % de croissance par an en moyenne entre 2000 et 2017 –, a engagé une large réflexion sur son modèle de développement. L'objectif est, à terme, de permettre au Maroc d'intégrer le cercle des pays émergents, dans le sillon des pays parmi les plus avancés.

Une analyse des impacts par secteurs d'activités<sup>7</sup> montre que les secteurs clés e l'économie seraient gravement touchés par la crise pandémique. Selon les sources officielles, le tourisme fait partie des secteur qui paieront un lourd tribut dans cette crise sanitaire du Covid-19., l'impact de la crise Covid-19a été estimé à 34,1 milliards de DH de perte en termes de chiffre d'affaires touristiques en 2020 et de 14 milliards de DH de perte en termes de chiffre d'affaires pour

<sup>5</sup>Les Etats tentent d'endiguer la crise, in le monde 17 Mars 2020

<sup>6</sup>Finances News, Mardi 14 Avril 2020

<sup>7</sup>Les études effectuées par le HCP, impact de Covid19 sur l'économie marocaine.



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

l'hôtellerie, pour une chute globale de près de 6 millions de touristes (-98%), qui occasionneront une perte totale de 11,6 millions de nuitées. On peut chiffrer à presque La même source estime que pas moins de 500 000 emplois et 8 500 entreprises seraient menacées, dont des entreprises d'hébergement touristiques classées, des entreprises de restauration touristique, des agences de voyages, des sociétés de transport touristique et des sociétés de location de voitures.

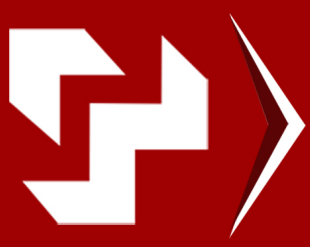
Dans le secteur de transport, et selon une étude de l'Association internationale du transport aérien IATA les pertes à près de 4,9 millions de passagers en moins et un manque à gagner de 728 millions de dollars. Et plus de 225 000 emplois sont menacés. Les transports routier et ferroviaire ne seraient pas en reste non plus.

Le secteur automobile un des secteurs moteurs de l'économie qui avait tracé un objectif ambitieux de produire 1 million de véhicules par an d'ici 2022 se trouve aujourd'hui submergé par le choc de la crise qui le met dans une situation de quasi cessation de production voire à l'arrêt suite aux décisions de Renault et de PSA, locomotives du secteur automobile au Maroc, de suspendre temporairement leur activité dans le pays depuis le 19 mars. Il faut savoir que l'arrêt temporaire de l'activité de Renault au niveau de ses deux sites de production de Tanger et de Casablanca concerne 11 000 collaborateurs, et la suspension des activités de PSA à **Atlantic Free Zone** touche 1600 collaborateurs et a des répercussions sur ses équipementiers et ses 66 fournisseurs<sup>8</sup>.

Toutefois, à terme, cette suspension de l'activité pourrait se répercuter sur les 180 000 individus employés par l'industrie automobile, les 250 équipementiers automobiles opérant au Maroc autour de neuf écosystèmes (Câblage, intérieur véhicules & sièges, métal emboutissage, batterie, PSA, moteurs, Renault, Delphi et Valeo), fait remarquer l'étude. Mais, outre cela, soulignons qu'en tant que premier secteur exportateur du pays (27% des exportations en 2019 avec un chiffre d'affaires à l'export de plus de 7 milliards d'euros), toute baisse de son activité aura un fort impact sur la balance commerciale. La section commerciale de la Délégation de l'UE au Maroc estime aussi que la crise actuelle risque de compromettre les objectifs annoncés par le Ministre de l'industrie d'atteindre une capacité de production annuelle de 1 million de véhicules d'ici 2022 et d'un chiffre d'affaires à l'export de 100 milliards de DH. L'autre point

---

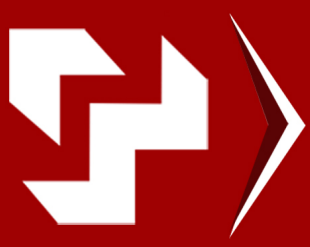
<sup>8</sup>Note de la Délégation de l'Union européenne au Maroc, sur l'impact de la pandémie du coronavirus.



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

Le négatif concerne les ventes nationales de véhicules qui devraient accuser une baisse compte tenu de la faible propension à la consommation en biens durables par la population marocaine et le report du salon Auto Expo initialement prévu pour juin 2020, ajoute l'étude. La crise n'a pas épargné un autre secteur clé de l'économie marocaine à savoir le Textile/habillement, il s'agit d'un secteur qui emploie plus de 160.000 individus au sein de 1200 entreprises. Avec la crise de Covid19, le secteur souffre aujourd'hui d'une crise presque jamais vue dans son histoire. En effet, il rencontre à la fois un problème au niveau de son approvisionnement et de sa demande étrangère (les approvisionnements au niveau du secteur sont fortement perturbés, comme une bonne partie de la matière première utilisée qui vient d'Asie, particulièrement de Chine). De même, les opérateurs n'ont pas de visibilité au niveau de la demande, notamment au vu de la baisse de la demande européenne sur le textile et habillement (l'Espagne et la France absorbant près de 60% des exportations du secteur). L'année agricole a de son côté aggravé la situation socioéconomique du Maroc. Le manque de précipitations, en déficit de 44 % par rapport à une année normale a lourdement impacté les agriculteurs qui représentent 33 % des actifs marocains. En 2019, le Maroc avait enregistré une chute de la valeur ajoutée agricole de 3 à 4 %. Cette année, elle sera probablement de l'ordre de 5 % selon le HCP, et donc les 6,4 % de croissance agricole auxquels s'attendait le HCP risquent donc de tomber à plat à 0 % !!!.

Le choc de la crise est également violent pour le secteur agro-alimentaire. On note que l'industrie agroalimentaire, particulièrement la transformation de produits alimentaires, risque de subir un problème d'approvisionnement en intrants et en produits semi-finis. Et que les 2 000 unités agro-industrielles présentes au Maroc pourraient être amenées à rencontrer un problème d'approvisionnement en ingrédients et additifs (pour la plupart importés) utilisés par la quasi-totalité des filières dans leur processus de fabrication.



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

## IV) les mesures pour redémarrer l'économie

L'économie marocaine ne peut pas supporter la facture de la crise de Covid 19, les statistiques officielles estiment la perte à presque 1 milliard de Dirhams !! depuis le confinement jusqu'à aujourd'hui on se trouve donc avec une perte totale de 40 milliards de Dirhams. Selon les données officielles de Haut-Commissariat au Plan (HCP), le déficit budgétaire global devrait atteindre plus de 6% du PIB en 2020. Lequel déficit serait notamment dû à l'augmentation des dépenses sociales et économiques liées au Covid-19 et à la baisse des recettes fiscales, en particulier de l'impôt sur les sociétés. La dette de l'administration centrale pourrait, en conséquence, culminer à 73% du PIB en 2020.

Sur le plan macro-économique, un déplaçonnement de l'endettement extérieur, avec un emprunt de 3 milliards de dollars auprès du FMI, dans le cadre de la Ligne de précaution et de crédit (LPL) a été décidé, afin de combler le futur déficit en devises.

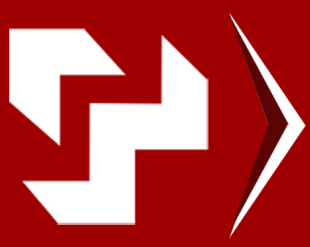
On doit également souligner un net ralentissement des exportations, des recettes touristiques et des envois de fonds est prévu, car la pandémie perturbe le commerce et les chaînes de valeur mondiales.

La décision de redémarrer l'économie est judicieuse, puisque l'économie marocaine ne peut pas supporter davantage de coûts covidien dans un contexte d'une année agricole hostile. La période d'après Corona ne sera pas aisée pour les Marocains, puisque la facture covidienne serait très lourde (chômage, faillites des entreprises, perte de parts de parts de marché à l'export à cause des perturbations des chaînes de valeur, les coûts liés à la restructuration des PME et TPE, ...etc).

La reprise de l'économie marocaine risquerait de prendre beaucoup de temps et les trois prochaines années seraient les plus difficiles pour les Marocains. Le processus de mise à niveau des PME et TPE, la régulation du secteur informel et la reprise de l'économie mondiale ainsi que la conjoncture chez nos partenaires risquent de prendre assez de temps.

En théorie, il s'agit donc de relancer l'offre et la demande ce schéma nous paraît un peu très difficile et même la prochaine loi des finances rectificative ne réalisera une relance spectaculaire et risquée d'être austère par certains aspects. Les fonds pour financer la relance de la demande semblent très difficiles à envisager.





# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

Dans toute économie trois modalités sont à envisager pour ce qui concerne le financement du redémarrage de l'économie : la monnaie, l'impôt et la dette publique. Nous examinerons leurs pertinences pour le cas du Maroc

La monnaie : Une lecture des propositions de la CGEM en matière de relance de l'offre et de la demande par la monnaie c'est les crédits à taux d'intérêt nominal 0% , compte tenu de l'inflation c'est donc le financement à taux réel négatif !!! . Nous proposons au lieu de ça, des taux d'intérêt bonifié aux profits des secteurs jugés prioritaires ; la banque centrale peut tourner la planche à billet pour promouvoir la demande des ménages , mais cela sans aller jusqu' à la surchauffe.

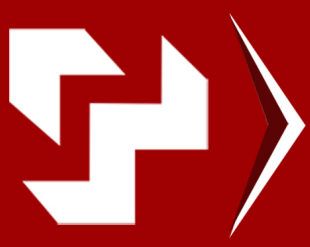
Pour ce qui est du rôle de l'impôt : une réforme fiscale devrait porter sur la baisse de la TVA afin de stimuler la demande et réduire les inégalités sachant qu'une refonte du dispositif fiscal a été au centre du nouveau modèle de développement. Les produits de luxe importés de l'étranger devraient dans cette période transitoire taxer lourdement et ce pour améliorer la balance commerciale et orienter la consommation vers des produits marocains.

L'endettement : Le Maroc n'a pas le choix, il est appelé à s'endetter en interne et en externe dans la mesure du possible, mais cela suppose que cet endettement finance l'innovation et la recherche scientifique et la promotion du système éducatif. Nous proposons au niveau interne l'émission des bons de Corona de 7ans , 15 ans et 20 ans souscrits par les agents financiers et non financiers et exonérés d'impôts.

## V. L'intérêt du redémarrage de l'économie pour les entreprises

Le redémarrage présente plusieurs avantages pour les entreprises marocaines. Pour que ce redémarrage s'effectue dans de bonnes conditions, il faut respecter la discipline sanitaire afin d'éviter les risques associés à la relance. Un guide de consigne pour limiter la propagation du virus a été mis à la disposition des entreprises.

La relance va être progressive en fonction des spécificités de chaque secteur (chiffre d'affaire, emploi, son importance pour l'économie et la société...etc). Dans ce cas , certains secteurs méritent d'être relancés dans l'immédiat : le commerce de détail, la construction, le textile, l'automobile, l'industrie pharmaceutique, l'agro-alimentaire , le papier. La deuxième



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

étapes du dé-confinement devrait toucher le reste des secteurs de l'économie afin de promouvoir la croissance économique.

Les branches des secteurs informels d'une importance vitale pour l'économie (réparation, biens intermédiaires..etc) devraient également redémarrer.

Le bon redémarrage des entreprises nécessite des mesures d'accompagnement de la part de l'Etat et de la CGEM, celle-ci a mis en place un plan de relance à suivre où sont détaillés les mesures de soutien et de facilitation dont auraient besoins les entreprises dans leur processus de démarrage ( crédit, impôt, dettes...).

Les gains du redémarrage après Covi-19 seraient importants. En effet, l'entreprise va apprendre une chose importante, c'est que les chocs, les crises, les difficultés et les défis à relever aiguise les facultés créatrices des firmes. L'entreprise de l'après Covid-19 apprendra sans doute à investir dans les talents, le capital immatériel, la recherche et l'innovation. L'entreprise marocaine de demain devrait intégrer dans son approche stratégique la dimension sociale et sociétale.

Le redémarrage va permettre aux grandes entreprises marocaines de mettre en place un système de résilience de leur chaîne de valeur, et de gérer les perturbations sur le long terme (catastrophes naturelles, le changement climatique et les tensions géopolitiques).

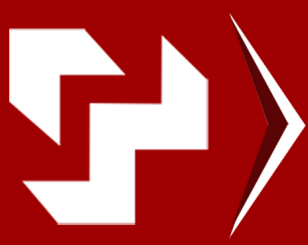
## VI. Quel modèle de développement après Coronavirus?

S'il est indéniable qu'en termes économiques, beaucoup de progrès ont été réalisés depuis la fin des années 90, et que le Maroc a bénéficié d'une conjoncture internationale favorable depuis 2002, il n'en demeure pas moins que l'économie marocaine continue à pâtir de

Faiblesses structurelles importantes. Ces faiblesses peuvent être mises en évidence par : (a) une croissance, certes meilleure que durant les années 90, mais encore insuffisante au regard des défis sociaux que doit relever le pays; (b) la volatilité persistante de la croissance économique; (c) le manque de transformation structurelle de l'économie marocaine, et en particulier la faiblesse persistante des secteurs agricole et industriel; et (d) une série d'indicateurs, allant des indices de développement humain au déficit de la balance commerciale<sup>9</sup> qui tendent à laisser penser que le modèle de développement est arrivé à son stade limite. Comme le souligne le dernier rapport

---

<sup>9</sup>Rapport du Conseil économique et social sur le nouveau modèle de développement



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

annuel de Bank Al-Maghrib, le pays a besoin d'initier une véritable refonte de son modèle de développement et de provoquer une série de ruptures au niveau de la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques (BAM 2016).

Le nouveau modèle de développement sur lequel travaille aujourd'hui un comité désigné par le souverain, est articulé autour de sept axes fondamentaux :

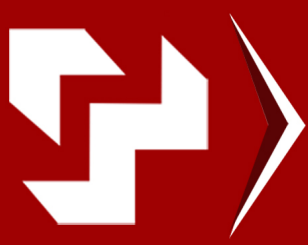
- Développer et renforcer le capital humain
- Bâtir un nouveau Pacte social basé sur la confiance et l'équité
- Réussir une croissance soutenue en mettant en œuvre toutes les potentialités du pays dans un monde en perpétuelle mutation
- Parachever le chantier de la Régionalisation Avancée et s'assurer de sa mise en œuvre rapide
- Améliorer le bien-être et le cadre de vie des citoyennes et citoyens à travers une valorisation responsable, durable et inclusive du capital naturel
- Consolider le socle des valeurs nationales et faire de la culture un levier de développement
- Assurer un meilleur positionnement du Maroc sur le plan régional et international

Cependant la crise pandémique de Covid 19 et ses conséquences socioéconomiques montre que tout modèle de développement risquerait d'être secoué par des chocs et des catastrophes sanitaires ou climatiques. Les menaces pandémiques semblent devenir une tendance lourde de nature à impacter les économies nationales et l'ordre géopolitique future. Les virus, les bactéries et la cybercriminalité vont être des outils de guerre opérationnels et plus appropriés que les instruments traditionnels généralement coûteux.

Pour être résilient et faire face aux catastrophes futures, le Maroc doit investir dans ce que je qualifie de l'industrie « de matière grise ».

Qui sous-entend la valorisation des talents et aptitudes créatives des hommes et des femmes et dans leur capacité d'innover dans des secteurs moteurs et porteurs dans l'avenir (l'intelligence artificielle, l'automatisme, la robotisation, l'électronique, les sciences séismiques et virologiques...etc).

Dans ce cadre il s'agit de souligner que « un tiers seulement des étudiants de la région MENA se spécialisent dans des disciplines scientifiques, moteurs principaux de l'innovation. La grande



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

majorité des étudiants (plus de 70 % au Maroc, en Oman et en Arabie Saoudite), optent pour les sciences sociales et humaines. En outre, les jeunes qui entrent dans l'enseignement supérieur sont souvent mal préparés à la réflexion critique rigoureuse requise dans les universités compétitives et dans l'économie de la connaissance»<sup>10</sup>.

Il s'agira donc d'encourager les entreprises à se disposer de cerveaux et de travailler en symbiose complète avec les laboratoires et des grands savants afin de tirer rapidement de la recherche et des progrès de la science toutes les innovations possibles à leur production. L'investissement dans les potentiels scientifiques et techniques de la nation (PSTN) entendu comme l'ensemble des biens matériels et immatériels propres à l'activité scientifique fondamentale et appliquée et au développement technologique de la nation est la meilleure ceinture qui protège les Marocains de tous les risques et catastrophes.

Nos chercheurs devraient être des pionniers dans la maîtrise des catastrophes et des chocs pandémiques et non des suiveurs. Ils ont déjà montré leurs aptitudes à résoudre des problèmes dans ce domaine.

Dans le domaine de la santé les potentiels scientifiques et techniques devraient être renforcés par une infrastructure de base et une chaîne logistique sanitaire qu'on réussit à maîtriser dans tous ses maillons.

Le système éducatif actuel devrait être réformé de fond en comble pour former des hommes pourvus d'une imagination créative leur permettant d'être des résolveurs de problèmes et des courtiers stratégiques.

La philosophie de base de notre système éducatif devrait être basée sur l'approche par les capacités chère à l'économiste Amartya Sen. Selon cette approche l'évaluation se fait soit selon le fonctionnement réalisés (ce qu'un individu est en mesure d'accomplir) soit sur l'ensemble de capacités à sa disposition, soit dans le premier cas sur ce qu'une personne accomplit soit dans la seconde ce qu'elle est libre d'entreprendre.<sup>11</sup>

---

<sup>10</sup>[www.siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/EDU\\_03-Chap03-Education.pdf](http://www.siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/EDU_03-Chap03-Education.pdf)

<sup>11</sup>Amartya Sen, un nouveau modèle de développement, édition Odile Jacobe 1999, p 107



# Les impacts socio-économiques de la crise de Covid 19 sur le Maroc

Pour financer les potentialités scientifique et techniques de notre pays, le nouveau modèle de développement nécessite de piocher la Liquidité endormis dans la rente et de réformer le système fiscale et lutter contre toutes les formes de fuite et d'évasion.

Les réformes institutionnelles et leur efficacité est le noyau dur et le préalable à tout modèle de développement. La crise de Covid 19 a montré le marché seul est incapable de faire face aux chocs susceptibles de survenir dans la société. Inversement le pouvoir régulateur des Etats a montré son efficacité. Le marché doit donc nécessairement être accompagné par un Etat fort et des institutions très efficaces.

## **En guise de conclusion :**

La crise de Coronavirus a stimulé chez les académiciens, les policy-makers et les hommes politiques ce que François Doss a qualifié de «La pensée de l'agir»<sup>12</sup>. Nous devrions sans doute assister à un basculement de paradigme et une exaltation des sciences sociales.

Pour se développer les disciplines (économie, sociologie, anthropologie, psychologie, droit... etc) devraient procéder à un échange- peu importe qu'il soit inégal- qui demeure nécessaire pour elles d'innover, de gagner en complexité et de se munir de ceintures méthodologique.

La dialectique des mots et des choses de Michel Foucault va gagner en dynamique. Les concepts comme Etat, marché, ville, espace public et autres devraient sans doute être réexaminés.

Les politiques publiques vont s'orienter davantage dans la recherche scientifique et l'innovation ainsi que la gestion des catastrophes et l'incertain.

Au Maroc, la crise a été néfaste et avait interrogé le modèle de gestion de la chose publique.

Les chantiers de la réforme en profondeur de l'Etat, des institutions, du système éducatif et la recherche scientifique et à l'agenda des policy-makers.

Les potentiels scientifiques et techniques nationaux et l'investissement en Homme est synonyme de l'indépendance du Maroc.

---

<sup>12</sup>François Doss, l'Empire du sens, dans Paul Ricœur et les sciences humaines, édition la découverte (2007), pages 13 à 35